



Forum des femmes

Entreprendre, innover, impacter à l'ère de l'intelligence artificielle

Le mercredi 13 août 2025, la troisième édition du Forum des femmes pour la femme et l'enfant s'est ouverte au Palais des congrès de Kara. Le thème de la rencontre est : « Femmes d'aujourd'hui et de demain : entreprendre, innover, impacter à l'ère de l'intelligence artificielle ».



PAGE 4

IDENTITÉ



Recensement biométrique

L'Anid mobilise les divers acteurs sociaux d'Agoè-Nyivé

Le recensement biométrique n'est pas qu'une formalité : c'est la porte d'entrée vers les droits, les services et l'avenir de chaque citoyen. Pour ce faire, l'Agence nationale d'identification (Anid) a lancé, ce jeudi 14 août à Lomé, une vaste campagne ...

PAGE 4

ENTREPRENEURIAT



Deuxième édition du Challenge Trankyl

Des acteurs récompensés dans sept catégories

La deuxième édition du Challenge Trankyl s'est tenue, le samedi 16 août 2025 à Lomé. Cette initiative portée par Trankyl, une plateforme de services interconnectés, a permis d'honorer les compétences qui se distinguent dans leurs occupations.

PAGE 8

ECONOMIE

Produits bio

Le Togo face au défi des nouvelles normes internationales

Le Togo, qui s'est imposé comme deuxième exportateur africain de produits biologiques ...

PAGE 5

Energie

Avec le Niger, le Togo peut définitivement dire adieu au déficit

Le mercredi 13 août 2025, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a accordé une audience à Amadou Haoua, ministre de l'Énergie du Niger.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Enseignement: les ENFPE ouvrent leurs portes

Au Togo, l'avenir de l'école s'écrit à travers une nouvelle génération d'enseignants. Le ministère des Enseignements primaire et secondaire annonce le recrutement pour la promotion 2025-2027 des Écoles normales de formation des professeurs (ENFPE).

L'appel s'adresse aux jeunes togolais désireux de s'engager dans le noble métier d'enseignant. Les candidats doivent « être âgés de 18 à 35 ans au plus » et présenter « le BAC ou le CAP » comme document académique.

Les dossiers sont attendus du 18 août au 5 septembre dans les directions régionales de l'Education ou dans les Ecoles normales situées à Adéta, Dapaong, Mango, Notsè, Sotouboua et Tabligbo. Les modalités précises figurent dans Togo-Presse.

À l'issue d'une formation de deux ans, les admis obtiendront le Diplôme de professeur d'école (DPE). Une qualification essentielle pour enseigner au préscolaire et au primaire, et surtout, pour façonner l'avenir d'une jeunesse en quête de repères.

PAGE 3

Vacances actives en entreprise 2025

Le gouvernement lance l'immersion de 1000 étudiants en entreprise

Le ministre de la Réforme publique, du Travail et du Dialogue social, Gilbert Bawara, a officiellement lancé, samedi 16 août 2025 à l'Université de Lomé, le projet « Vacances actives et utiles en entreprise 2025 ». Le lancement couplé de la formation des bénéficiaires en soft skills et en citoyenneté ...



PAGE 8



SOMMAIRE

Filière soja
Les grandes ambitions du Togo



P 6&7

Deuxième édition du Challenge Trankyl
Des acteurs récompensés dans sept catégories



P 8

Togo/Athlétisme et football
Une campagne nationale pour dénicher les talents



P 10

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Kissam Essivi : un modèle de résilience dans le Canton de Sola

Kissam Essivi, originaire du canton de Sola dans la préfecture de la Binah (région de la Kara), incarne parfaitement la résilience et l'ambition. Elle est un exemple inspirant de l'impact positif du Fonds National de la Finance Inclusive (FNFI) sur les communautés les plus éloignées. Mère dévouée de six enfants, Kissam a poursuivi ses études jusqu'à l'obtention de son BEPC, rêvant même de devenir ambassadrice du Togo à l'étranger. Cependant, confrontée à des difficultés financières, elle a dû interrompre ses études après le BEPC et travailler dans le nord du Bénin voisin. Mais cette expérience n'a pas été fructueuse malgré l'espoir qu'elle y a mis. Son désir de réussir l'a alors rapidement ramenée chez elle dans le Canton de Sola pour y trouver sa voie. Bénéficiaire du Produit APSEF depuis 3 ans, elle s'en sort désormais et s'estime autonome. Découvrez son histoire

À son retour du Bénin après une aventure infructueuse, Kissam a été confrontée aux pressions familiales qui l'ont conduite au mariage et à la maternité. Mais son ambition débordante ne pouvait se satisfaire du simple rôle de mère au foyer. "Je voulais plus", se souvient-elle. "Heureusement, j'ai réussi à rassembler les fonds nécessaires pour ouvrir la boutique que vous voyez aujourd'hui." Si elle a pu lancer sa boutique avec l'aide de son mari, c'est grâce à l'accompagnement du FNFI que Kissam a pu non seulement consolider sa boutique de vente de divers produits, mais également se diversifier en se lançant dans le stockage de maïs et de mil, ce qui a considérablement augmenté ses revenus.

"J'ai connu le FNFI grâce à une voisine. Cette opportunité a été un véritable bouée d'oxygène pour moi", affirme Kissam. "Grâce à l'accompagnement du FNFI, j'ai pu transformer ma modeste boutique en une activité plus solide, tout en élargissant ma gamme de produits." En plus de la vente de divers produits, le stockage de maïs et de mil a ouvert de nouvelles perspectives pour Kissam, lui offrant des opportunités commerciales supplémentaires.

Elle est surtout fière d'être une femme autonome de Sola sur qui amies et famille peuvent compter. "Je suis sollicitée non seulement dans ma famille mais aussi par mon entourage. Mes enfants ne manquent de



Kissam Essivi

rien. Que demander de plus?" ajoute-t-elle. Non seulement fière, elle affirme aussi qu'elle conseille la jeunesse féminine de Sola sur l'importance de l'autonomisation économique.

L'histoire de Kissam met en lumière la portée du FNFI dans les régions les plus reculées, où il contribue

à l'inclusion financière en soutenant des entrepreneurs déterminés comme Kissam. "Je suis reconnaissante envers le FNFI pour m'avoir aidée à réaliser mes rêves", ajoute-t-elle. "Je ne suis peut-être pas riche, mais je suis fière de ce que j'ai accompli jusqu'à présent, et je suis déterminée à continuer à prospérer avec leur

soutien."

En conclusion, l'histoire de Kissam Essivi témoigne de la capacité du FNFI à transformer des vies et des communautés à travers l'inclusion financière. Grâce à son engagement envers les populations les plus éloignées, le FNFI ouvre la voie à un avenir plus prometteur pour tous.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel





Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :
Edy Alley

Responsable web:
Carlos Amevor

Comité de rédaction:
Françoise Dasilva

Alexandre Wémima
Edem Dadzie
Luc Biova
Rachid Zakari

Responsable administrative, financière
et commerciale:
AMAH Essognim

Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

Énergie

Avec le Niger, le Togo peut définitivement dire adieu au déficit

Le mercredi 13 août 2025, le président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a accordé une audience à Amadou Haoua, ministre de l'Énergie du Niger.

Elle a transmis au président du Conseil un message du président du Niger, le général d'armée Abdourahamane Tiani, relatif au projet du complexe charbonnier de Salkadamna, une initiative majeure pour la souveraineté énergétique régionale. « Nous avons été honorés d'être reçus par Son Excellence monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, président du Conseil du Togo. Je suis porteur d'un message fraternel de son frère et ami, Son Excellence le général d'armée Abdourahamane Tiani, président de la République du Niger. Nous sommes ici pour inviter la République sœur du Togo à s'associer à une dynamique portée sur le projet du complexe charbonnier de Salkadamna. Nous appelons tous les États de la région à

s'associer à ce projet pour rendre notre région autonome sur le plan énergétique », a précisé la ministre de l'Énergie du Niger. La ministre Amadou Haoua a remercié le président du Conseil pour la qualité d'écoute et pour l'accueil



Faure Gnassingbé (à droite) et la ministre nigérienne

chaleureux dont elle a bénéficié au cours de son séjour au Togo. En matière d'énergie, le Togo, depuis quelques années, fait des efforts considérables pour assurer son autonomie énergétique à travers la construction des infrastructures avec l'appui

des différents partenaires au développement. Mais, il faut dire que le pays souffre encore d'un important déficit énergétique. L'invitation du Niger est incontestablement une aubaine, et le Togo a intérêt à s'y associer. Le Niger dispose

d'immenses ressources de charbon. Il est vrai qu'au niveau international, pour juguler la crise climatique, l'on conseille fortement de sortir du charbon. Curieusement, ceux qui sont à l'origine de cette crise refusent de sortir de ces énergies que l'on incrimine.

Pourtant, avec ces sources d'énergies, l'on atteint l'indépendance énergétique. Alors, les pays africains doivent-ils rester spectateurs de leur pauvreté énergétique qui les maintient dans le sous-développement, pendant que les autres foncent avec le pétrole, le gaz et le charbon ? En tout cas, l'évolution des événements a suffisamment montré que chaque Etat doit mettre en avant les intérêts de son peuple. Et c'est ce que le Niger invite le Togo à faire en sa compagnie. Lancé dans les années 80 et relancé en 2014, le projet de complexe charbonnier de Salkadamna vise à exploiter les vastes réserves de charbon de la région, estimées à 69 millions de tonnes, afin de renforcer l'indépendance énergétique du Niger. Il prévoit la construction d'une centrale thermique d'une capacité de 5200 mégawatts et plus, d'une mine à ciel ouvert, de lignes de transmission traversant le pays, ainsi qu'une usine

de briquettes de charbon capable de produire 100 000 tonnes par an. Voilà qui est intéressant. Le Niger dispose aussi abondamment d'uranium. Au niveau de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), l'on encourage fortement aussi le développement de l'énergie nucléaire pour permettre aux pays africains de sortir du gouffre. Claver Gatete et son institution conseillent les Petits réacteurs modulaires (PRM) et les Micro réacteurs modulaires (MRM). Le Togo a entamé le processus de développement d'un PRM. Se rapprocher du Niger sur le plan énergétique permettra assurément au pays de disposer de la matière première bon marché au moment venu. Comme le disent souvent plusieurs observateurs, l'Afrique en général, et l'Afrique de l'Ouest en particulier a tout pour se développer.

Edem Dadzie

Politique au Togo

Gérard Adja et ses amis ont intérêt à se réinventer

À la suite de la débâcle enregistrée lors des dernières élections municipales, le secrétaire exécutif de la Dynamique pour la majorité du peuple (DMP), Gérard Adja, fait une lecture lucide sur la classe politique dans le pays.



Gérard Adja

« Le problème est que tout le monde est dépassé par ce qui s'est passé. Nous ne savons plus à quel saint nous vouer et c'est vraiment dommage qu'on en soit arrivé là », a-t-il déclaré. Selon lui, une grande partie de la responsabilité incombe à leurs propres militants et sympathisants, qui ont boudé les urnes, contrairement aux électeurs fidèles au parti au pouvoir, Union pour la République (Unir), mobilisés en masse.

C'est exactement le cas, l'on accuse le pouvoir de beaucoup de choses. Mais, il faut être franc et reconnaître que sa base est restée intacte. Et même qu'il a réussi à percer dans les fiefs de l'opposition en mettant

mais essentiellement par sa propre faute. Parfois, c'est elle-même qui a donné le bâton qui a servi à la frapper. Alors, il faut que les leaders comprennent que les slogans creux du genre « 50 ans c'est trop, la même famille au pouvoir, on est fatigué, on vole les élections, on pille le pays... sans preuves solides » sont dépassés. Il faut se mettre au travail, définir une bonne stratégie, avoir un projet de société réaliste et convaincant, œuvrer à gagner les cœurs. C'est encore possible de faire rêver des Togolais qui croient en l'alternance, de mobiliser la majorité autour de cette cause, et même d'amener le parti Unir à passer la main dans la convivialité. Mais, il va falloir totalement se réinventer et travailler dur.

Pour le moment, l'on n'y est pas du tout. Et à cette allure, il n'y aura plus d'opposition au Togo. Malheureusement, selon des spécialistes, cela ouvre la voie à des formes d'opposition bestiales, comme ce que l'on vit depuis juin dernier à travers les réseaux sociaux. Tout le monde a intérêt à ce que la scène politique soit saine.

La rédaction

Préfecture d'Agoè-Nyivé

L'identification biométrique débutera officiellement ce mercredi

La phase de la campagne de recensement biométrique dans la préfecture du Golfe, conduite par l'Agence nationale d'identification (Anid), s'est achevée sur un résultat supérieur aux prévisions initiales.



Une séance d'enregistrement

Selon le directeur général de l'Anid, Silété Dévo, 1 410 135 habitants ont été enrôlés, soit 108% de la cible fixée, estimée à 90% des 1,305 million d'habitants recensés lors du 5ème Recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5). Le déroulement de l'opération a été marqué par quelques retards dans l'attribution du Numéro d'identification unique (NIU) et par des tentatives d'escroquerie de la part d'individus réclamant de l'argent aux citoyens, alors que le processus est totalement gratuit. Ces incidents ont pu être signalés et corrigés grâce aux Comités communaux de gestion des plaintes mis en place. Après le Golfe, la campagne se poursuivra dans la préfecture d'Agoè-Nyivé, avec un objectif ambitieux de 120% d'enrôlement. Les enregistrements de masse débiteront officiellement le 20 août 2025 dans cette préfecture, selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (Inseed). Ce recensement biométrique s'inscrit dans le cadre du projet Wuri-Togo (Identification unique pour l'intégration et l'inclusion en Afrique de l'Ouest), financé par l'État togolais et la Banque mondiale. L'initiative vise à fournir à chaque personne vivant sur le territoire national, une preuve d'identité unique, fiable et sécurisée.

TM et republicoftogo.com

Forum des femmes

Entreprendre, innover, impacter à l'ère de l'intelligence artificielle

Le mercredi 13 août 2025, la troisième édition du Forum des femmes pour la femme et l'enfant s'est ouverte au Palais des congrès de Kara. Le thème de la rencontre est : « Femmes d'aujourd'hui et de demain : entreprendre, innover, impacter à l'ère de l'intelligence artificielle ».

Le forum s'inscrit dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme africaine. Ce forum est devenu un rendez-vous incontournable pour penser et agir ensemble, afin d'accompagner les politiques nationales de transformation des conditions des femmes au Togo, de promotion du leadership et de l'entrepreneuriat féminin.

C'est aussi un véritable cadre de dialogue et d'interactions entre la société civile, les institutions de la République, les partenaires techniques et financiers pour plus de protection des droits des femmes et des enfants. « Je tiens ici à remercier, très chaleureusement la ministre de l'Action sociale, de la Solidarité et de la Promotion de la femme, pour son ouverture d'esprit, son engagement, sa disponibilité

et sa forte implication dans l'organisation de cette activité », a déclaré Mémounatou Ibrahima, présidente du Comité d'organisation.

« Je remercie de manière spéciale tous les partenaires et sponsors de cet

notre reconnaissance aux partenaires paraétatiques et privés qui nous ont soutenus. Ils ont bien compris l'impératif de libérer le potentiel de la femme en l'aidant à retrouver toute sa place afin de mieux impacter la transformation socioéconomique de

leadership des femmes au Togo.

« Aussi, par ma voix, les femmes togolaises de toutes catégories lui rendent hommage pour les avancées et l'encouragent à poursuivre les réformes audacieuses visant à accélérer l'égalité

contre les discriminations sexistes, contre les Violences basées sur le genre (VBG) et pour le plein épanouissement des femmes et des jeunes.

Nul doute que le Togo reste un pionnier et un modèle sur la question des droits de la femme. L'on cite quelques avancées comme l'adoption de la Loi sur l'égalité de genre, la consolidation de l'appareil répressif avec un Code pénal révisé, l'actualisation du Code des personnes et de la famille, la protection des apprenants contre le harcèlement et les violences à caractère sexuel.

Les mutations accélérées dans les domaines technologiques et des métiers émergents liés au numérique, invitent aujourd'hui à une réflexion systémique pour faire en sorte que beaucoup de femmes ne restent en marge des transformations sociétales en cours.

Il faut aussi, tout en renforçant les capacités des femmes, les prémunir contre certains dangers que comportent les usages du numérique.

E. Dadzie



Le présidium durant le lancement du forum

événement. Je salue en particulier le constant appui du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), principal partenaire technique et financier de ces trois éditions du forum. Nous sommes rassurées de pouvoir toujours compter sur cette franche collaboration », a-t-elle ajouté.

« J'exprime également

nos sociétés », a indiqué Mémounatou Ibrahima.

Au nom du Comité d'organisation, elle a salué avec déférence la vision éclairée et le leadership du président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé, qui, dans sa politique d'inclusion et de développement durable, accorde une priorité à l'autonomisation et au

de genre au Togo », a insisté la présidente du Comité d'organisation.

Malgré les défis à relever pour le bien-être de tous, malgré le chemin encore long pour éradiquer les inégalités homme-femme, les lignes ont bougé et continuent de bouger. Le pays avance résolument dans la lutte

Recensement biométrique

L'Anid mobilise les divers acteurs sociaux d'Agoè-Nyivé

Le recensement biométrique n'est pas qu'une formalité : c'est la porte d'entrée vers les droits, les services et l'avenir de chaque citoyen. Pour ce faire, l'Agence nationale d'identification (Anid) a lancé, ce jeudi 14 août à Lomé, une vaste campagne de sensibilisation auprès des autorités locales, chefs traditionnels, leaders religieux et associations de la société civile de la préfecture d'Agoè-Nyivé.

a souligné le directeur général de l'Anid, Silété Dévo.

Le programme s'inscrit dans le cadre du projet régional Wuri-Togo, soutenu par la Banque mondiale. Son ambition est de doter chaque résident d'un Numéro d'identification unique (NIU), véritable sésame pour accéder aux droits fondamentaux. Sans pièce d'identité, il est impossible

facultative, passe par une préinscription en ligne sur la plateforme de l'Anid. La seconde, incontournable, se fera en présentiel dans

partir de l'âge requis.

Face aux inquiétudes relayées sur les réseaux sociaux, l'Anid se veut rassurante. « Ce n'est pas un projet pour surveiller

cybersécurité.

Autre point important : l'opération est gratuite. « Toute tentative de collecte de fonds doit être signalée via le



Silété Dévo

Dans un pays où « plus de la moitié de la population ne dispose pas d'une preuve d'identité officielle », ce projet prend une dimension capitale. « Il s'agit de donner à chacun une identité officielle, pour renforcer l'inclusion sociale »,

d'ouvrir un compte bancaire, de passer un concours, d'obtenir un emploi formel ou même de bénéficier d'une pension.

Le recensement se déroulera en deux étapes. La première,

les centres d'enrôlement, principalement dans les écoles. Les empreintes digitales, la photo du visage et le scan des iris viendront compléter le dossier. Les enfants de moins de 5 ans seront rattachés au NIU de leurs parents, en attendant leur propre enrôlement à

les citoyens. C'est un projet d'inclusion, conforme à des normes internationales et sous contrôle », insiste son directeur général. Les données collectées seront protégées par la Commission de protection des données à caractère personnel et l'Agence nationale de la

numéro 8285 », avertit l'Anid. Pour Silété Dévo, l'enjeu dépasse l'administratif : « L'identité, c'est la clé de l'avenir ». Un avenir qui se jouera, dès le 20 août, dans les files d'attente des centres d'enrôlement d'Agoè-Nyivé.

Edy Alley

Produits bio

Le Togo face au défi des nouvelles normes internationales

Le Togo, qui s'est imposé comme deuxième exportateur africain de produits biologiques vers l'Union européenne derrière l'Égypte, joue gros dans la partie. Derrière cette réussite se cache désormais un défi de taille : se conformer aux nouvelles exigences imposées par Bruxelles et Washington.

Réunis à Lomé le 11 août 2025, les producteurs, transformateurs et exportateurs ont entendu l'appel de l'Association nationale des commerçants exportateurs de soja (Ances-Togo). Le but est de renforcer les pratiques afin de se conformer aux nouvelles exigences de certification. Car l'Union européenne, comme le département américain de l'Agriculture (USDA), impose désormais des règles plus strictes : la traçabilité

renforcée, les standards de qualité relevés et les contrôles accrus. Pour Kokou Tewou, vice-président de l'Ances-Togo, l'enjeu est précis : « ceux qui souhaitent rester compétitifs doivent s'aligner immédiatement



Un agriculteur dans un champ de soja

sur ces standards. » Une phrase qui sonne comme un avertissement, mais aussi comme une promesse. Car ces

normes, bien qu'exigeantes, ouvrent la voie à des marchés plus vastes et à forte valeur ajoutée. Les nouvelles règles ne laissent aucune place à l'improvisation. Le directeur général de CCPB au Maroc, Badr El Fartass, a rappelé

quelques évolutions clés. Parmi elles, « la limitation à 2000 membres par groupe de producteurs » ou encore

« un plafond de 5 hectares par petit producteur ». Autrement dit, plus de rigueur, plus de discipline et moins de place pour les pratiques approximatives. Le Togo, premier exportateur de produits biologiques en Afrique de l'Ouest, ne peut se permettre de perdre ce rang. La concurrence mondiale est désormais plus structurée. L'Égypte, déjà leader continental, avance ses pions. D'autres pays affinent leurs stratégies. Si Lomé tarde à ajuster sa filière, son statut pourrait vaciller. Mais l'histoire togolaise de l'export biologique a toujours été celle de la résilience et de l'audace. Du soja à l'ananas, en passant par d'autres cultures certifiées, le pays a bâti une réputation enviable. Cette

réputation, il faut aujourd'hui la protéger par un effort collectif. La route est tracée : investir dans la formation des producteurs, renforcer la traçabilité, miser sur des contrôles plus transparents. C'est à ce prix que les cargaisons togolaises continueront de franchir les frontières européennes et américaines.

« L'enjeu dépasse la simple conformité réglementaire », insiste Kokou Tewou. Il s'agit de garantir « la pérennité même des exportations togolaises ». En clair : préserver un acquis stratégique, et écrire le prochain chapitre d'une réussite qui ne doit rien au hasard.

Edy Alley

Banques et microfinances au banc d'essai
Les consommateurs togolais appelés à s'exprimer

À l'heure où la confiance envers les services financiers reste à consolider, le Togo s'engage dans une vaste opération d'écoute des usagers. Depuis le 12 août, l'Organisation africaine des consommateurs (OAC) a lancé une enquête de satisfaction qui place au cœur du débat l'accueil et la qualité des services dans les banques et institutions de microfinance.



Des clients aux guichets d'une banque

Cette initiative s'inscrit dans un projet panafricain déployé simultanément dans 15 autres pays, du Bénin au Maroc en passant par le Nigeria. L'objectif est de comparer, comprendre et agir. Sur le terrain, la mise en œuvre est confiée à la Ligue des consommateurs du Togo (LCT) et à l'Association togolaise des consommateurs (ATC). Le président de la LCT, Emmanuel Sogadji, rappelle que son organisation avait déjà tiré la sonnette d'alarme : une étude antérieure révélait près de 70 % d'insatisfaction. Pour lui, ce nouveau projet traduit « l'ampleur des défis » et impose une « action concertée à l'échelle continentale ». L'enquête, ouverte jusqu'au 12 octobre 2025, se veut accessible à tous. Un formulaire en ligne recueille les impressions des usagers, et les établissements financiers sont invités à relayer l'opération afin d'élargir la base des réponses. Les résultats sont attendus pour novembre. Ils ne seront pas qu'un simple rapport chiffré. Ils offriront des données comparatives par pays et par institution, avec l'ambition d'orienter des recommandations précises pour améliorer la relation entre clients et acteurs financiers. Redonner voix aux consommateurs, c'est déjà amorcer une réforme silencieuse mais nécessaire. Au Togo comme ailleurs, l'avenir des services financiers se jouera dans la qualité de l'écoute car la confiance est le premier capital des institutions financières.

Edy Alley

Afrique

L'intelligence artificielle, promesse d'un nouvel essor économique

L'Afrique est à l'aube d'une révolution numérique. Un rapport publié par Mastercard, le 5 août 2025, le dit sans détour : « l'intelligence artificielle peut devenir un puissant catalyseur de la transformation économique du continent ». Mais pour franchir ce cap, le chemin reste semé d'embûches.

Selon le document intitulé Harnessing the transformative power of AI in Africa, le marché africain de l'intelligence artificielle (IA) devrait passer de 4,51 milliards de dollars en 2025 à 16,53 milliards en 2030. Soit une croissance annuelle moyenne de 27,42 %. L'impact sur l'emploi pourrait être colossal : « environ 230 millions d'emplois d'ici 2030 rien qu'en Afrique subsaharienne ». Ces chiffres traduisent un potentiel immense. Mais la réalité est contrastée. Les infrastructures manquent, les talents se font rares, et les cadres réglementaires sont encore balbutiants.

Un continent bien placé pour tirer parti de l'IA

Pourtant, les atouts du continent sont indéniables. L'Afrique possède 60 % des terres arables de la planète et la population la plus jeune du monde, avec un âge médian de 19 ans. Des caractéristiques uniques qui en font un terrain fertile pour l'innovation. Déjà, des initiatives concrètes émergent. Au Ghana, la start-up Farmerline a permis d'accroître la productivité des champs de 30 % grâce à des modèles prédictifs basés sur l'IA. Au Kenya, M-Pesa et M-KOPA utilisent des algorithmes pour octroyer des microcrédits à des millions de personnes exclues du

système bancaire. Dans le secteur de la santé, la société Babylon, installée au Rwanda, déploie des chatbots et outils de diagnostic qui facilitent l'accès aux soins pour les habitants des zones rurales. En éducation, la plateforme Rising Academy Network évalue le niveau des élèves dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest grâce à des solutions d'IA. Même l'énergie suit cette dynamique : en Afrique du Sud, Eskom utilise des compteurs intelligents pour les clients en forfait prépayé.

Le poids des défis

Mais le continent n'a jusqu'à présent fait qu'effleurer la surface de ce qui est possible. L'accès à Internet reste inégal. Les capacités de centres de données sont faibles, concentrées à 70 % en Afrique du Sud. Peu d'universités proposent des cursus en IA, quand le secteur a besoin de data scientists, d'ingénieurs en machine learning et d'experts capables d'appliquer ces connaissances au terrain. S'ajoute une autre difficulté : la langue. Plus de 1000 idiomes sont parlés en Afrique. Or, les modèles actuels d'IA privilégient l'anglais ou le français. Résultat : le risque d'une "inclusivité au rabais". Le rapport plaide pour des modèles développés localement, adaptés aux réalités linguistiques et culturelles. Enfin, la question des données est cruciale. Les algorithmes sont souvent importés, entraînés sur des bases étrangères, qui « ne reflètent pas nécessairement les caractéristiques uniques des populations locales ». Les gouvernements doivent donc faciliter l'accès à des données fiables et encourager le partage,

malgré les réticences liées à la sécurité et à la souveraineté. **Des signaux positifs** Face à ces défis, des signaux positifs émergent. Plusieurs pays, notamment l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Rwanda, le Kenya, l'Ile Maurice, le Nigeria élaborent déjà des stratégies nationales pour encadrer l'usage de l'IA. De grandes entreprises internationales, de Google à Microsoft en passant par Mastercard, multiplient les partenariats. Les investissements s'accroissent : 610 millions de dollars ont été injectés en Afrique du Sud en 2023, 218 millions au Nigeria, 15 millions au Kenya. Des pôles de recherche voient le jour, comme l'Institut sud-africain d'intelligence artificielle ou le Centre international marocain de l'IA. Une dynamique qui montre que le continent refuse de rester spectateur.

L'urgence d'un cadre africain

Le rapport insiste : « les pays du continent devraient disposer de cadres politiques et de gouvernance de l'IA solides et adaptés aux contextes locaux ». Car une adoption non régulée peut accroître les inégalités et poser des dilemmes éthiques. L'Afrique a donc un choix décisif à faire. Investir dans ses talents, ses infrastructures et ses propres modèles. Ou se contenter de subir une révolution numérique façonnée ailleurs. L'avenir, lui, semble déjà clair. L'IA peut devenir l'outil d'une Afrique plus inclusive, innovante et prospère. À condition que le continent saisisse cette opportunité avec audace et vigilance.

Edy Alley

Filière soja

Les grandes ambitions du Togo

Avec l'ambition de faire de la filière soja, un levier de développement agricole et économique, le Togo ne lésine pas sur les moyens. De la production en passant par la transformation locale et l'exportation, tout est mis en place pour porter la production de 260 000 à 500 000 tonnes en 2026. À travers cet article, nous faisons un retour sur les grandes ambitions du pays et les stratégies déployées pour l'atteinte des objectifs.

Secteur à fort potentiel de développement, l'agriculture emploie plus de 60 % de la population active et contribue à 40 % du produit intérieur brut (PIB). Pour continuer à booster ce secteur et accroître sa contribution au développement économique, le soja devient l'une des valeurs sûres.

Grâce à une stratégie d'accompagnement ciblée et progressive du gouvernement aux côtés des producteurs, les initiatives n'en manquent pas pour faire de cette légumineuse une filière stratégique, génératrice de revenus, d'emplois et de devises.

Les ambitions du Togo pour le soja

Introduit dans les années 1980 par la Coopération allemande au développement (GIZ), la production du soja a considérablement augmenté, grâce aux initiatives du gouvernement togolais et de ses partenaires.

Le Togo entend doubler sa production de soja, en passant de 260 000 tonnes à 500 000 tonnes entre 2026 et 2028, développer sa capacité de production et de transformation pour créer de la valeur ajoutée et diversifier son économie. Aussi s'engage-t-il à renforcer sa position sur le marché international du soja et plus particulièrement

pour le soja biologique.

À travers le Conseil interprofessionnel de la filière soja du Togo (CIDS-Togo), un accent particulier est mis sur la professionnalisation de la filière et l'amélioration de la collaboration entre les différents acteurs (producteurs, transformateurs, exportateurs).

Par ailleurs, le Togo veut attirer les investisseurs dans la filière pour le développement des pôles de transformation.

Face aux défis liés à la main-d'œuvre, aux aléas du changement climatique et à la nécessité d'améliorer la productivité, le pays ambitionne de relever ce défi pour continuer de positionner la filière au niveau international.

Ce qui est concrètement fait

De façon concrète, plusieurs initiatives sont conduites pour atteindre les objectifs dans les délais. Des semences améliorées aux débouchés internationaux, en passant par le financement et la transformation locale, c'est toute une chaîne de valeur qui se met en place.

L'ambition agricole est affirmée. Portée par la Feuille de route gouvernementale, la relance de la filière soja s'inscrit dans une dynamique de transformation structurelle de l'agriculture. L'objectif étant défini : faire du Togo un hub agro-industriel en Afrique de l'Ouest.

Le soja, culture à haute valeur ajoutée, y tient une place de choix. D'abord cultivé sur de petites parcelles, il est aujourd'hui présent sur plusieurs centaines de milliers d'hectares, avec

une production de plus en plus croissante.

Une cible de 500 000 tonnes

C'est ce qui est attendu pour la campagne agricole 2025-2026 : produire 500 000 tonnes. La campagne lancée fin juin 2025 porte déjà un objectif de taille, qui est de multiplier par deux la production nationale actuelle.

En effet, l'année précédente, les agriculteurs ont pu atteindre 260 000 tonnes.



Pour aller plus loin, le Conseil interprofessionnel de la filière soja du Togo (CIFS-Togo) commence par mobiliser de façon plus optimisée les maillons de la chaîne que sont les producteurs, les collecteurs, les transformateurs et les exportateurs.

Aujourd'hui, le soja est l'un des produits agricoles d'exportation les plus prisés et rentables à côté du coton. L'évolution est remarquable. De moins de 25 000 tonnes en 2015, la production nationale est montée à 260 000 tonnes en 2024, comme susmentionné.

Semences certifiées et intrants subventionnés

L'accès aux intrants agricoles reste l'une des clés du succès. Le gouvernement a mis en place un dispositif de subvention sur les semences certifiées, les engrais spécifiques et les produits phytosanitaires adaptés. Chaque année, des milliers de tonnes de semences améliorées de soja sont distribuées dans les régions productrices. Aussi, la facilitation de l'accès au financement pèse beaucoup dans la balance. L'État, à travers le mécanisme incitatif

industrielle d'Adetikopé où des jeunes formés font tourner les machines. En parallèle, la mise en place d'un marché structuré permet de sécuriser les débouchés. La contractualisation entre producteurs et acheteurs, encouragée par le gouvernement, offre plus de prévisibilité sur les prix et réduit les risques de mévente.

Le boom du soja bio

Grâce aux stratégies de promotion de la filière soja, le Togo trône,

de financement agricole fondé sur le partage de risques (Mifa) ou encore le Fonds national de la finance inclusive (FNFI) et son produit Accès des agriculteurs aux services financiers (Agrisef), par exemple, facilite l'accès des producteurs au crédit.

Transformation locale et structuration des marchés

Le développement de la filière ne se limite pas à la production brute. L'État encourage activement la transformation locale du soja en produits dérivés : huile, tourteaux, lait de soja, etc. Des unités industrielles voient le jour, c'est le cas de l'usine de soja à la plateforme

depuis quelques années, au rang des premiers producteurs de soja bio, à destination des pays de l'Union européenne, surclassant des pays comme l'Inde et l'Ukraine.

Rien qu'en 2019, les exportations togolaises de soja bio ont plus que doublé, atteignant 42 300 tonnes, ce qui a permis au pays de surpasser la Chine et l'Inde sur ce marché.

En 2020 et pour la deuxième fois consécutive, le Togo, avec 51 000 tonnes de soja bio exportées vers l'espace Schengen, s'est encore positionné comme le premier exportateur vers l'Europe.

Selon le rapport 2020 de la Commission de l'Union européenne (UE) sur l'importation des produits bio, ce classement traduit une hausse de 8 700 tonnes par rapport à l'année précédente. En termes de production globale, le Togo se positionne comme un acteur majeur de l'agriculture biologique, avec une filière du soja employant près de 300 000 personnes.

Ces dernières années, la production togolaise de soja bio a connu une croissance significative, passant de 24 000 tonnes à 35 000 tonnes en trois ans, avec un rendement moyen de 3 tonnes par hectare.

Mettant un accent sur la culture du soja et plus particulièrement la filière bio, le Togo a réussi, en 2019, à faire passer le soja bio à près de 95 % des produits bio exportés à destination de l'Union européenne.

Mais en dépit de son potentiel, la filière soja reste encore confrontée

à des défis majeurs. Ces derniers touchent la faible productivité par hectare, l'accès limité aux intrants de qualité, l'instabilité des prix à l'export, les maillons logistiques et l'insuffisance de

financement. À ces difficultés s'ajoutent les fluctuations des prix internationaux, le coût élevé des matières premières locales, et le manque de maîtrise des techniques d'exportation et des normes internationales.

Relever les défis

Conscient des difficultés du secteur agricole et de la filière soja en particulier, le gouvernement s'emploie à renforcer la production, la transformation et la commercialisation. Aussi met-il un accent particulier sur l'amélioration des conditions de travail des acteurs de la filière. L'objectif étant de consolider la position du Togo en tant que leader dans la production du soja biologique, des tracteurs et des kits d'irrigation sont déployés en 2024, pour soutenir la filière.

Pour améliorer les pratiques agricoles, la gestion des cultures et la qualité du soja, des formations sont régulièrement

programmées à l'intention des producteurs. C'est dans cette logique que les acteurs de la filière ont été outillés, le lundi 11 août 2025 à Lomé, sur les nouvelles exigences des marchés internationaux.



des États-Unis et de l'Union européenne.

« Depuis plusieurs années nous sommes dans cette certification biologique sur les normes de l'Union européenne et des États-Unis. Chaque fois, l'Union européenne revoit ses exigences. Et depuis l'année passée, il y a une

nouvelle réglementation. Donc nous avons tenu à avoir le certificateur basé au Maroc pour nous informer sur les nouvelles réglementations et nous donner les réponses qu'il faut afin que nous



puissions nous conformer et nous mettre à l'abri de toutes les surprises à la collecte de la vente », précise Kokou Téou, vice-président de l'association

de la finance inclusive (FNFI) et bien d'autres. Les autres initiatives, et pas des moindres, promues ces dernières années, sont l'incitation à la création de petites et moyennes entreprises spécialisées dans la transformation de

comme le Mécanisme incitatif de financement agriculture (Mifa), le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej), le Fonds national



de la finance inclusive (FNFI) et bien d'autres.

Les perspectives

Avec une production de plus en plus croissante, le Togo nourrit de grandes ambitions. L'une de ses perspectives à court terme est de faire passer sa production de soja à 500 000 tonnes entre



Togo Soja, sis à la PIA

à des défis majeurs. Ces derniers touchent la faible productivité par hectare, l'accès limité aux intrants de qualité, l'instabilité des prix à l'export, les maillons logistiques et l'insuffisance de

programmées à l'intention des producteurs. C'est dans cette logique que les acteurs de la filière ont été outillés, le lundi 11 août 2025 à Lomé, sur les nouvelles exigences des marchés internationaux.

soja. Cette stratégie se déploie à travers des facilités de financement et d'ouvertures sur le marché national comme international. Dans l'ensemble, elle se déploie à travers des initiatives

2026 et 2028. Aussi sera-t-il question de booster la transformation locale pour accroître la valeur ajoutée et créer plus d'emplois dans la filière.

Caleb Akponou

Vacances actives en entreprise 2025

Le gouvernement lance l’immersion de 1000 étudiants en entreprise

Le ministre de la Réforme publique, du Travail et du Dialogue social, Gilbert Bawara, a officiellement lancé, samedi 16 août 2025 à l’Université de Lomé, le projet « Vacances actives et utiles en entreprise 2025 ». Le lancement couplé de la formation des bénéficiaires en soft skills et en citoyenneté s’est déroulé en présence d’Abdul-Fahd Fofana, ministre délégué auprès du ministre du Développement à la base, de l’Inclusion financière, de la Jeunesse et de l’Emploi des jeunes.

Outre ces autorités, l’événement a également connu la présence de Kossi Tsiglo, directeur de l’Agence nationale pour l’emploi (ANPE), de Thierry Awesso, vice-président du Conseil national du patronat (CNP), et d’un représentant de la Chambre de commerce et d’industrie du Togo (CCI-Togo). Placé sous le haut patronage du président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, le projet « Vacances actives et utiles en entreprise 2025 » vise particulièrement à favoriser l’immersion en milieu professionnel et à renforcer l’employabilité. Ainsi, après le lancement et la formation qui se sont simultanément déroulés sur l’ensemble du territoire national, 1000 étudiants bénéficiaires du projet seront déployés en stage d’immersion d’un (01) mois dans les entreprises. L’objectif est de permettre de découvrir le monde professionnel, de s’occuper utilement durant les périodes de vacances, de mieux

appréhender les exigences du travail, et de développer des compétences pratiques et relationnelles.

Un constat

Pour Gilbert Bawara, ministre de la Réforme publique du Travail et du Dialogue social, ce projet part de plusieurs constats. « Nous avons fait le constat qu’en période de vacances nos jeunes s’interrogent sur les activités qu’ils doivent mener et sont face au risque de désœuvrement. Ainsi se posent-ils la question : qu’allons-nous faire si nous restons à Lomé ? Ou qu’allons-nous faire si nous retournons en famille ? Nous voulions donc nous rassurer qu’au lieu du désœuvrement, on peut avoir des activités et que les jeunes peuvent être mis à contribution dans les entreprises », a-t-il mentionné. Ainsi fait-il remarquer qu’à travers les Vacances actives et utiles 2025, les bénéficiaires ont beaucoup à gagner : d’abord les jeunes peuvent être amenés à s’interroger sur les filières de formation et d’études qu’ils ont choisies. Ils peuvent aussi développer d’autres compétences en plus des formations et études théoriques et académiques qu’ils sont en train de suivre.

Offrir des opportunités aux jeunes

A en croire Kossi Tsiglo, directeur général de l’ANPE, le projet Vacances actives et utiles en entreprises 2025 permet aux

étudiants de s’occuper pendant les vacances à travers une immersion en entreprise. « Ces stages sont une opportunité pour les étudiants dans leur parcours de formation de découvrir le milieu professionnel, de mieux appréhender les exigences du marché du

projet est déclaré à la CNSS au titre des risques. Aux entreprises, le projet offre l’occasion d’apprécier les bénéficiaires et d’identifier ceux qui sont talentueux et de recourir à eux en cas de besoin. Une initiative favorable selon le Conseil national du patronat

La joie des bénéficiaires

Fiers de cette opportunité qu’offre le gouvernement à travers l’ANPE, les bénéficiaires n’ont pas manqué de témoigner leur gratitude. « Je tiens à remercier le gouvernement et l’ANPE pour ce projet. Cette initiative va



travail et de développer des compétences dans les activités professionnelles », a-t-il expliqué.

Quid des avantages ?

De façon condensée, ce projet offre trois (3) avantages : le premier, la formation en soft skills pour renforcer les compétences communicationnelles, de travail d’équipe, de gestion de temps et de culture en entreprise des bénéficiaires. Le deuxième est l’avantage pécuniaire. Il est prévu un paiement d’une indemnité forfaitaire individuelle aux stagiaires pour les accompagner durant leur immersion en entreprise. Le troisième avantage : l’étudiant bénéficiaire

Pour Thierry Awesso, vice-président du Conseil national du patronat (CNP), le projet « Vacances actives et utiles en entreprise 2025 » est une initiative bien accueillie par les entreprises. « Bien avant le déploiement, un travail de sensibilisation a été fait entre le gouvernement et le secteur privé avant d’aboutir à sa phase finale », a-t-il expliqué. En effet, ce tout nouveau projet vient en complément aux mesures actives d’emploi déjà existantes. Il s’agit notamment du projet AIDE et du programme volontariat, qui s’inscrivent pleinement dans la vision du président du Conseil en matière d’employabilité et d’insertion professionnelle.

me permettre de m’insérer dans le monde professionnel. Quant à la formation en soft skills et en citoyenneté que nous avons reçue, elle nous permettra de développer notre capacité communicationnelle, de travailler en équipe, de mieux gérer le temps et d’avoir une culture d’entreprise », s’est félicité Laré Binto, étudiant en géographie bénéficiaire du projet.

Rappelons qu’après l’immersion en entreprise des jeunes étudiants, le gouvernement entend faire un bilan avec les parties prenantes pour impacter davantage les bénéficiaires dans les années à venir. Caleb Akponou

Deuxième édition du Challenge Trankyl

Des acteurs récompensés dans sept catégories

La deuxième édition du Challenge Trankyl s’est tenue, le samedi 16 août 2025 à Lomé. Cette initiative portée par Trankyl, une plateforme de services interconnectés, a permis d’honorer les compétences qui se distinguent dans leurs occupations.

Avec objectif de mettre en lumière les métiers indispensables mais souvent marginalisés, Trankyl, avec l’appui de ses partenaires que sont la Giz et le Pnud, a initié le Trankyl Challenge. Le samedi dernier, la deuxième édition a encore permis de célébrer les différents acteurs, à travers sept (7) catégories que sont : chauffeur, massage, pédicure-manucure, aide-domicile, tresse, coiffure et entretien. Outre ces catégories, deux autres émanant des sponsors ont également connu des lauréats. Il s’agit de la catégorie Championne Gozem et de la catégorie Edolé Africa. Tous deux, sponsors sur l’événement en plus de la Giz.

Aussi, des prix coup de cœur ont été décernés à d’autres acteurs dont le dévouement dans leur travail n’est pas à démontrer. « Je suis vraiment ravie, car je ne m’y attendais pas du tout. Je tiens à dire un sincère merci à la plateforme Trankyl, ses promoteurs et tous ses sponsors qui n’ont de cesse de nous accompagner », a mentionné Tassika Noélie, aide-domicile, lauréate de sa catégorie.

Pour Naomi Bataté, esthéticienne et lauréate dans la catégorie pédicure-manucure, le prix composé d’une enveloppe financière vient à point. « Il me permettra d’acheter de nouveaux matériels de travail et de fidéliser davantage ma clientèle », a-t-elle indiqué.

Pourquoi sponsoriser Challenge Trankyl ?

Comme susmentionné, cette seconde édition du

Challenge Trankyl a bénéficié du sponsoring de la Giz, Togo Tech, Gozem, Klumer et Edolé Africa. « Challenge Trankyl est une initiative très louable. Cela nous a permis aujourd’hui de révéler ces talents qui



demeurent en grande partie méconnus des Togolais. Chez Edolé Africa, nous ne pouvons que soutenir cette initiative qui fait la promotion du travail bien fait », a indiqué Clarisse Ladé, responsable marketing et communication d’Edolé Africa.

D’où vient l’idée ?

Selon Sati Saï, directrice de Trankyl, le but principal de ce défi est de mettre en valeur les professionnels des métiers qui semblent sous-estimés, mais qui ont pourtant un rôle significatif.

minimisation. J’ai donc pensé à cette initiative pour mettre en valeur ces personnes et leurs métiers », a-t-elle expliqué. Suite à cette deuxième édition, Trankyl envisage d’étendre le challenge dans le futur à d’autres professions et pour impacter davantage les travailleurs. « Trankyl fonctionne un peu comme Gozem mais la plateforme met un accent sur les services. Il se peut que vous ayez besoin de services tels que des nourrices, des cuisiniers, des aides-domiciles, des pédicures, des manucures, ou encore des plombiers-électriciens. Si vous ne trouvez pas les services que vous recherchez sur notre plateforme, il vous suffira simplement de nous faire la demande et Trankyl s’occupera de vous mettre en relation avec quelqu’un dans de brefs délais », a-t-elle dit.

SIGNIFICATION D'UNE LETTRE

L'an deux mil-vingt-cinq (2025)
le Mardi 18 Juin 2025 à 15H10mn

Nous, requête de la société **AFRICA GREEN MOBILITY SOLUTION TOGO (AGMS-TOGO) SARL U**, Société à Responsabilité Limitée, enregistrée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier de Lomé sous le N° TG-LFW-01-2021-B12-00783, ayant son siège social à TSEVIE, Plateforme Industrielle d'Adékopé (PIA) Tel : +228 70 11 02 02, représentée par Monsieur Kaushik BURMAN, demeurant et domicilié es qualité audit siège ;

Nous,

Mme Edou Koma AMEGA
Président du Tribunal de Grande Instance de Lomé
Département de l'Administration et des Services
Carré de 2000, Carrefour Akwa, v/c des
Antennes à 300 mètres du Centre à Ewe

ORIGINAL 2

AVONS SIGNIFIÉ ET EN TÊTE DE CELLE DES PRÉSENTES LAISSE À :

Madame AKOGO Edjodjinam, demeurant et domiciliée à Lomé, N° M20179, Tél : 91 98 01 31, où étant et parlant à : *Agent appelé l'intervenant sur son numéro de téléphone, elle souhaite après avoir écouté notre appel refuser nos rencontres, élevant comme excuse sa situation personnelle, elle refuse de se déplacer vers les appels. Ne connaissant pas son domicile ni sa résidence, nous avons procédé par affichage à la porte principale de l'auditorium du Tribunal de Lomé. Conformément à l'article 58 du code togolais de procédure civile. En attendant l'autorisation dans un journal qui sera désigné par le Président du Tribunal de Lomé.*

* L'original d'une lettre ayant pour objet « Notification du licenciement pour faute grave » datée du 02 Juin 2025 et signée par le Directeur Pays, Monsieur RAHUL GAUR dont le contenu commence par :

« Madame AKOGO,

Vous êtes l'auteur d'un fait d'abus de confiance vis-à-vis de la société Africa Green Mobility Solutions-Togo (AGMS-TOGO) « Spiro-Togo ».

En effet, vous avez respectivement pris à la comptabilité de la société un montant de 1 011 575 FCFA le 6 septembre 2023 et un montant de 1 002 825 FCFA le 14 Juin 2023 et d'autres sommes dont vous n'arrivez pas à justifier.....

Et se termine par : Nous vous prions d'agréer, Madame AKOGO, l'expression de nos salutations respectueuses. »

La présente signification est faite à toutes fins utiles que de droit ;

**SOUS TOUTES RESERVES
À CE QU'ELLE NE L'IGNORE**

Et nous lui avons, étant et parlant comme ci-dessus, laissé et remis tant les originaux de la lettre susvisées que copie du présent exploit dont le coût est de 30.000 FCFA.

L'APPROUVER
Mme Edou Koma AMEGA
Président du Tribunal de Grande Instance de Lomé

spiro

Lomé, le 02 juin 2025.

A.
Madame AKOGO Edjodjinam Justine
N° M20179

Objet : Notification du licenciement pour faute grave

Madame AKOGO,

Vous êtes l'auteur d'un fait d'abus de confiance vis-à-vis de la société Africa Green Mobility Solutions-Togo (AGMS-TOGO) « Spiro-Togo ».

En effet, vous avez respectivement pris à la comptabilité de la société un montant de 1.011.575 FCFA le 6 septembre 2023 et un montant de 1.002.825 FCFA le 14 juin 2023 et d'autres sommes dont vous n'arrivez pas à justifier la destination. Vous restez devoir à ce jour à la société un montant **deux millions sept mille sept cent soixante (2.007.760) FCFA**.

Nous vous avons convoqué pour un entretien préalable à un licenciement éventuel, à travers un entretien en ligne avec Mme Shavai MADANHIRE, le 23 avril 2025 afin de vous exposer nos remarques et d'entendre vos explications et votre version des faits.

À la suite de cet entretien, nous avons estimé que vos explications n'atténuaient pas notre regard concernant la gravité des faits. Ils constituent à nos yeux un manquement inadmissible à vos fonctions et obligations dans notre société. Nous ne pouvons donc plus vous y maintenir comme salarié.

Par conséquent, nous avons le regret de vous informer de votre licenciement pour faute grave. Il prend effet, sans préavis, à la date de présentation de ce courrier. Vous ne pouvez pas prétendre à des indemnités de licenciement.

Merci de vous présenter dans nos locaux pour recevoir les documents suivants :

- Certificat de travail
- Bulletin de paie

Nous vous prions d'agréer, Madame AKOGO, l'expression de nos salutations respectueuses.

Pour le Gérant,
Le Directeur Pays

Rahul Gaur P.O
RAHUL GAUR

Energy on the move

Standard: (+228) 70 75 75 23 | receptionist@spironet.com and admin.asst@spironet.com | www.spironet.com

AFRICA GREEN MOBILITY SOLUTIONS - TOGO : Quatrebis, Toilettée-Développement (TOD) &
BOCMG TO-LFW-05-2023-M-00000 | Régime Fiscal Réel rate TVA : CHIR 140000 &
N° CFE 170722PM020202023 | (+228) 70 75 75 26 / 70 75 45 42

in @



Lomé, June 02, 2025.

To
Mrs. AKOGO Edjodjinam Justine
N° MQ0179

Subject: Notification of dismissal for serious misconduct

Mrs AKOGO,

You have committed a breach of trust in relation to Africa Green Mobility Solutions-Togo (AGMS-TOGO) "Spiro-Togo".

Indeed, you have respectively taken from the company's accounts an amount of 1,011,575 FCFA on September 6, 2023 and an amount of 1,002,825 FCFA on June 14, 2023 and other sums whose destination you are unable to justify. To date, you still owe the company two million seven thousand seven hundred and sixty (2,007,760) FCFA.

We have summoned you for an interview prior to possible dismissal, through an online interview with Mrs Shuvai MADANHIRE, on 23rd April 2025, in order to expose our remarks to you and to hear your explanations and your version of the facts.

Following this interview, we felt that your explanations did not lessen our view of the seriousness of the facts. In our view, they constitute an unacceptable breach of your duties and obligations within our company. We can therefore no longer retain you as an employee.

We therefore regret to inform you of your dismissal for serious misconduct. Your dismissal will take effect, without notice, on the date of presentation of this letter. You will not be entitled to any severance pay.

Please come to our offices to receive the following documents:

- Employment certificate
- Pay slip

Yours sincerely

For the Manager,
The Country Manager

RAHUL GAUR P.O

Eliminatoires Coupe du monde 2026

Les Eperviers en stage fin août

Les Eperviers du Togo démarrent leur stage le 31 août 2025, pour le compte des éliminatoires de la Coupe du monde 2026. Quatrième du groupe B, les poulains de Nibombé Daré joueront pour l'honneur.

Après la 6^è journée, les éliminatoires de la Coupe du monde 2026 de football démarrent de nouveau en septembre prochain pour le compte de la 7^è et 8^è journée. Pour aborder sereinement ce match dont la 7^è journée se jouera le 05 septembre 2025 en déplacement contre la Mauritanie et la 8^è journée, le 09 septembre à domicile face au Soudan, les Eperviers du Togo débutent leur stage le 31 août 2025. Si ces deux journées semblent décisives pour certaines équipes, les poulains de Nibombé Daré joueront quant eux pour l'honneur puisque les carottes sont presque cuites. Toutefois, ils sont tenus de donner le meilleur d'eux-mêmes pour améliorer leur classement FIFA, sauver l'honneur et redonner tant soit peu du plaisir au public sportif longtemps sevré de victoire. Pour y arriver, le Togo peut compter sur certains de ses internationaux les plus en

forme du moment comme Fo Doh Laba, qui a fini meilleur buteur de l'Adnoc Pro League, en signant 20 buts en 21 matchs à la saison 2024-2025 pour son club, Al Aïn Football Club. Devenu incontournable,



Le palais des nations où se tiennent les travaux

l'attaquant togolais, en rééditant l'exploit, se positionne pour la 4^è fois meilleur buteur du championnat des Émirats arabes unis. Autre joueur en vue, Achirafou Yaya. Gardien de but dans le championnat de football de Côte d'Ivoire, il est lui sous contrat avec l'Académie Amadou Diallo AFAD-Plateaux de première division.

Outre ces joueurs, le Togo peut également compter sur d'autres qui se distinguent également dans leurs clubs. Au nombre de ces derniers, l'on citera le capitaine Djéné Dakonam, Placca Fessou, Kennedy Bouateng, Ismaël

Ouro Agoro et bien autres. Rappelons que dans le groupe B où loge le Togo, la RDC est première avec 13 points, le Sénégal deuxième avec 12 points, le Soudan troisième avec 12 points, le Togo quatrième avec 4 points, suivi du Soudan du Sud cinquième avec également 4 points puis la Mauritanie, sixième avec 2 points.

Caleb Akponou

D1 Lonato

AC Barracuda rompt avec Ouadja Lantame

L'ancien capitaine des Eperviers du Togo, Ouadja Lantame Sakibou, n'est plus entraîneur de l'AC Barracuda, club de première division du Togo. Il est remercié pour insuffisance de résultats.

Ex-entraîneur de Gbohloe-Su, club évoluant en première division du Togo, Ouadja Lantame a été porté à la tête de l'AC Barracuda, il y a un an pour un contrat de deux ans. Cette nomination, qui suscitait beaucoup d'espoir au niveau des supporters du club, n'a été de courte durée. Il vient donc d'être démis de ses fonctions d'entraîneur du club, par une lettre de délibération transmise par voie d'huissier. Selon les responsables du club, cette décision se justifie par une absence de résultat sur la base de laquelle l'ex-capitaine des Eperviers a été recruté. Classé 11^{ème} à la saison 2024-2025, de la D1, Lonato, l'AC Barracuda totalise 30 points. Un résultat en deçà des objectifs du club, qui a donc décidé de se séparer de son entraîneur. Si Ouadja Lantame est

à la recherche d'autres opportunités pour faire valoir son savoir-faire et son expérience dans le domaine du coaching, l'AC Barracuda, quant à lui, est à la recherche d'un nouvel entraîneur capable de l'aider à relever les défis qui s'imposent. Il s'agit notamment de maintenir le club en première division et de le classer au rang des meilleurs de la division d'élite togolaise.

Qui est Ouadja Lantame ?

Ancien footballeur togolais, Ouadja Lantame fut également capitaine des Eperviers. Il a participé à la Coupe d'Afrique des Nations (CAN-2000). Après sa carrière de footballeur, il décide de se reconvertir en entraîneur pour léguer son expérience à la jeune génération. Il fut donc entraîneur d'Asko de Kara, d'Étoile Filante de Lomé, de Semassi de Sokodé, des Anges FC de Notsè, de Gbohloe-Su des Lacs et plus récemment, de l'AC Barracuda, qui vient de se séparer de lui.

Caleb Akponou

Togo/Athlétisme et football

Une campagne nationale pour dénicher les talents

Le Togo s'engage dans une vaste campagne de détection des talents sportifs scolaires dans le football et l'athlétisme. Du 18 au 23 août 2025, la Direction des sports scolaires et universitaires (DISSU) organise une campagne de détection des talents sportifs scolaires.

régional d'athlétisme de Lomé (CRAL). Particulièrement, la campagne qui se déroulera dans les cinq (5) régions du pays, selon un programme précis, vise les élèves sportifs des moins de 15

se dérouleront le lundi 18 août à Dapaong au lycée Nassablé, le mardi 19 août à Kara au collège Chaminade et le mercredi 20 août à Sokodé au stade omnisports pour le football et au lycée Kandabara pour



À travers cette campagne nationale, il est question de dénicher des talents sportifs scolaires devant intégrer le Centre de développement des sports de Kpalimé et le Centre

ans pour le football et des moins de 13, 15 et 17 ans masculins et féminins pour l'athlétisme.

Conformément au programme, les activités

l'athlétisme. Le jeudi 21 août, l'équipe de la DISSU sera à Atakpamé au lycée d'Atakpamé, le vendredi 22 août à Tsévié au lycée de Tsévié et le samedi 23 août à Lomé au stade de

Kégué. Pour évaluer et apprécier leur niveau, la DISSU entend soumettre les jeunes à une épreuve écrite, à un entretien et à des activités sportives. Au terme, les meilleurs seront retenus pour intégrer les centres de formations Sport-Études de l'État susmentionnés.

Comment s'inscrire ?

Pour les élèves talentueux désireux d'intégrer les centres de formation Sport-Études de l'État, il leur est demandé de se faire enregistrer sur les sites et aux dates susmentionnées de 6 h 30 min à 8 h 00.

Aux élèves qui ont pris part aux championnats scolaires 2024-2025, il leur est particulièrement demandé de se munir de la licence de la DISSU, d'un relevé de notes pour ceux qui ont passé un examen ; des bulletins scolaires de l'année académique écoulée

et d'une copie simple de l'acte de naissance.

En effet, cette initiative de la DISSU s'inscrit dans le cadre d'un vaste programme du gouvernement visant la promotion des talents en général et des jeunes en particulier. L'objectif étant de former des jeunes talentueux capables d'assurer la relève de demain et de porter haut les couleurs nationales au niveau régional, continental et mondial.

Porté par cette ambition, le gouvernement a également rénové et construit plusieurs infrastructures sportives ces dernières années. Au nombre de ces dernières, l'on citera la rénovation du stade de Kégué, du stade omnisports de Lomé, du stade municipal de Dapaong, du stade de Sokodé et bien d'autres.

Caleb Akponou

COPIE

Et le mercredi 30 Juillet à 10 heures 00 minutes

Associée de :

Et de :

En leurs études respectives où domicile est élu pour les présentes et leurs suites.

Ed

Nous, Dots Anlyo KFORYO, Huissier de Justice près la Cour d'Appel et le Tribunal de 1ère Instance de Lomé demeurant et domicilié au 66bis villa quartier Djinou en face de l'Institut Africain de Développement Sanitaire et Social (IADSS)
B.P. 81322 Tél: 22 25 18 80 LOMÉ - TOGO
Cote d'Ivoire

Après avoir vu de

1-j) Copie de la Grosse de la convention de compte courant en date du 14 Juin 2017 :

2) Copie de la lettre d'arrêté de compte en date du 16 Août 2023, signifiée le 19 septembre 2023 :

3-) Copie de la lettre de clôture juridique en date du 13 Août 2024 signifiée le 21 Août 2024 :

Ensemble avec les pièces suivantes :

4-) Copie du Bordereau de liquidation des droits pour inscription de l'hypothèque conventionnelle du 9 Juillet 2025 ;

1

Scanné avec CamScanner

3-1 Copie du bordereau de paiement des droits aux fins de l'inscription hypothécaire du 9 Juillet 2025 ;

6-) Copie du Pouvoir aux fins de saisie immobilière en date du 21 Juillet 2025 donné à Maître KPNYO Améyo Doris, Huissier de justice près la Cour d'Appel de Lomé et le Tribunal de Grande Instance de Lomé pour procéder à la saisie réelle d'immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 02a 83 ca, limité au Nord par les lots N°370 et 371, au Sud par le lot N°368B, à l'Est par le lot N° 369 A, et à l'Ouest par une rue non dénommée de 12 mètres, lequel immeuble fait objet du Titre foncier N°78 698 RT Vol 584 P°22, situé à Lomé, Afias Gakli Totsivi, commune de Lomé, appartenant à Monsieur BATAWILA Dogomasa, demeurant et domicilié à Lomé, TIERS CONSTITUANT DE LA SOCIETE NANYABA HOUSE SARL U, débitrice envers la Société Interafricaine de banque (SIAB) S.A de la somme en principal de TROIS CENT TRENTE -SEPT MILLIONS(337.000.000). FRANCS CFA.

Ai fait commandement à :

1-) La Société **NANYARA HOUSE SARL**, dont le siège social est à Lomé, quartier Adzivi, Rue Boulevard de la Kuru ; 13BP :261, Tel :90 08 71 71 50, immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier du TOGO (RCCM) sous le numéro TG- LOM 2015 B 928 ; prise en la personne de son Représentant légal demandeur et domicilié audit siège, où étant et parlant à : Les bureaux étants fournis et le numéro 0933-1453 du représentant légal étant inaccessible, nous avons procédé à l'affichage de la présente principale d'audition au Tribunal de Grande Instance de Lomé et à Ninsitigou dans le journal **Togo Matin** conformément à l'article 58 du Code de Procédure Civile et publiant l'ordonnance N°455/2005 rendue le 22 janvier 2005 par le Président du Tribunal de Grande Instance de Lomé.

2-j) Monsieur BATAWILA Dazounga, Directeur de Société, Constituant
hypothécaire de la Société NANYABA HOUSE SARL Email : gabrielbatawila@yahoo.fr.
Tel : 90 05 35 10, demeurant et domicilié à Lomé, où étant et parlant à :

D'avoir à payer à moi, Hulssier mandais à cet effet par la requérante ou à ses Conseils, Maître Jean Kossi Fotli DOSSEY, et Maître ALOGNON Ayayi François, Avocats à la Cour, la somme de QUATRE CENT TRENTE-DEUX MILLIONS CINQ CENT QUATRE-VINGT-HUIT CENT TRENTE-QUATRE FRANCS (CFA-432.588.134), représentant le montant total de sa dette en principal, intérêts et les frais, sans préjudices de tous autres droits, dus et actions et décomposée comme suit :

1°)-Principal de la dette (Reliquat)	337.000.000 FCFA
-Intérêts de retard : de 19/09/2023 au 31/12/2023 au taux de 4,2%	4.032.920 FCFA
-Intérêts de : de 1°/01/2024 au 31 décembre 2024 au taux de 5,03%	16.951.106 FCFA
- Intérêts de retard : du 1°/01/2025 au 23/07/2025 au taux de 5,03%	9.674.025 FCFA
Principal de la dette et intérêts de retard	367.458.059 FCFA
3°)- Frais de recouvrement (15%)	55.118.708 CFA
4°) TVA (18%)	9.921367 FCFA
5°) Coût du présent exploit	90.000FCFA
Soit au total la somme de	432.588.134 FCFA

2

Scanné avec CamScanner

Sous réserves de tous autres droits, dus et actions :

Les avertisseurs qui font par eux de payer ladite somme dans les VINGT (20) JOURS de la signification du présent exploit, le présent commandement pourra être transcrit à la Conservation de la Propriété Foncière du Togo et vaudra saisie à partir de sa publication.

Cette saisie portera sur l'immeuble ci-après indiqué

Désignation de l'instrument

Il s'agit d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance de 02a 88 ca, limité au Nord par les lots N°370 et 371, au Sud par le lot N°368B, à l'Est par le lot N° 369 A, et à l'Ouest par une rue non dénommée de 12 mètres, lequel immeuble fait objet du Titre foncier N°78 698 RT Vol 584 F°22, situé à Lomé, Affao Gakli Totsivi, commune de Lomé, appartenant à Monsieur BATAWILA Dogousaga, demeurant et domicilié à Lomé, TIERS CONSTITUANT DE LA SOCIETE NANYABA HOUSE SARL U, débitrice envers la Société InterAfricaine de banque (SIAB) S.A, Telle au surplus que ledit immeuble existe, s'étend, se poursuit et se comporte sans aucune exception ni réserve ;

Leur déclarant en outre que l'expropriation de l'immeuble ci-dessus désigné sera poursuivie par devant le Tribunal de Grande Instance de Lomé, sur les poursuites et diligences des Maîtres Jean Kossi FOLLI DOSSEY et Ayayi François ALOGNON, tous Avocats à la Cour, constitués :

3-) Ai notifié à Monsieur le Conservateur de la Propriété Foncière au Togo, demeurant et domicilié à Lomé, au Service des Domaines, où étant et parlant à :

Copie du présent commandement et lui ai rappelé de s'abstenir de toute mutation de l'immeuble dont s'agit, ou d'y inscrire tout droit réel tant que mainlevée ne sera pas donnée dudit commandement, mais, dès réception du présent exploit, est mandaté d'inscrire tous droits de ma requérante sur le Titre Foncier sus-spécifié :

*SOUS TOUTES RESERVES
ET POUR QU'ILS NE L'IGNORENT*

Je leur ai, étant et parlant comme ci-dessus remis copies à chacune des pièces
suivies dont ils ont visé le bordereau, que du présent exploit dont l'expédition est de
F CFA

PJ

Bordereau de pièces

Scanné avec CamScanner



CORIS MONEY
Simple et cool !



On

RÈGLE TES FACTURES

D'EAU & D'ÉLECTRICITÉ

via

Coris Money

www.corismoney.com

<https://play.google.com/store/apps/details?id=com.corismoney>

Google play

App Store

SIMPLE & COOL

par

